

H-France Review Vol. 16 (June 2016), No. 96

Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism 1918-1924*. Cambridge: Cambridge University Press, 2014. vii + 390 pp. Notes, bibliography, and index. \$34.99 U.S. (pb). ISBN 978-1-107-60483-4.

Compte-rendu par Christophe Prochasson, Ecole des hautes études en sciences sociales

Dans un livre précédent justement remarqué [1], Bruno Cabanes s'était consacré à l'étude de la « sortie de guerre », moment de transition entre l'état de belligérance des derniers mois de la Grande Guerre et les soubresauts des premiers mois d'un après-guerre caractérisant un retour très progressif à la paix. Le désenclavement chronologique du conflit a fortement marqué le fort renouvellement historiographique des vingt dernières années dont Cabanes est un héritier direct. L'histoire de la Première Guerre mondiale ne s'écrit plus désormais sous le régime de la parenthèse. Elle s'inscrit dans un *continuum* historique qui la précède [2] ou qui la suit. Dans ce nouvel ouvrage, Cabanes reste fidèle à un historien qui l'a toujours beaucoup inspiré, John Horne [3], qui mit tôt en place la notion de « démobilisation culturelle », formule très pertinente pour qui veut décrire la déprise progressive de la guerre une fois les hostilités officiellement arrêtées.

C'est l'un des traits les plus saillants du livre de Bruno Cabanes que de rappeler que la Première Guerre mondiale, comme on l'écrit souvent trop paresseusement, ne trouva pas son terme final en ce beau jour du 11 novembre 1918. Si l'on cessa bien alors de s'entretuer sur le front occidental, on n'en continua pas moins à se haïr. La paix ne gagna les esprits que très progressivement. Sur le front oriental, les armes continuèrent de résonner, soit sous la forme de guerres civiles atroces, comme dans la nouvelle Russie soviétique, soit sous celle de nouvelles guerres nationales, à l'exemple de celles qui opposèrent Russes et Polonais, Turcs et Grecs.

A cette violence guerrière, maintenue durant plusieurs années après la signature de l'armistice de Rethondes (la guerre helleno-turque ne prit fin qu'en 1922), s'ajoutèrent les innombrables souffrances subies par des millions de personnes, composant les peuples déplacés, accablés par la misère, la faim et la maladie, victimes de la nouvelle carte de l'Europe qui se dessinait alors dans la douleur la plus extrême.

C'est sur ce fond de drames humains que se dégagea peu à peu une sensibilité nouvelle prise en charge par des politiques publiques et des institutions internationales. Tel est l'objet du beau livre de Bruno Cabanes. Nourri d'une bibliographie très riche, l'auteur réussit une remarquable synthèse transnationale à laquelle il apporte un appareil documentaire de grand intérêt. Il a notamment consulté les fonds du Bureau international du travail, de la SDN, les inépuisables archives d'Albert Thomas ou encore celles de l'American Relief Association. Ces pépites documentaires éclairent d'un jour nouveau des questions que l'on croyait épuisées. C'est sans doute là que réside la plus grande réussite du livre de Bruno Cabanes : avoir inséré dans une historiographie qui a profondément renouvelé notre connaissance et notre compréhension de la Grande Guerre des historiographies plus classiques relevant de l'histoire politique ou de l'histoire des relations internationales. De ce travail de reformulation, Bruno Cabanes tire des

enseignements enrichissant tout à la fois l'histoire des sensibilités et des représentations, l'histoire politique, l'histoire des relations internationales voire l'histoire du genre.

Le livre est composé de cinq copieux chapitres. Chacun est astucieusement organisé autour d'une personnalité mobilisée autour d'une figure de victime. La compassion universelle pour les victimes est en effet au fondement du sentiment humanitaire sur lequel s'éleva l'édifice d'un droit nouveau. Certes, l'histoire des droits de l'homme ne commence pas avec la Première Guerre mondiale, pas plus d'ailleurs qu'avec celle du « régime émotionnel » qui les porte. Mais autour de celle-ci—dès la fin du XIX^e siècle et plus encore dans la première moitié des années 1920—se met en place un nouveau dispositif humanitaire où se conjuguent règles juridiques, sensibilités politiques et religieuses, et savoirs scientifiques.

La Société des Nations en est le centre institutionnel. A ses côtés, le Bureau international du Travail confié au Français Albert Thomas (chapitre deux), intellectuel socialiste d'avant-guerre, est emblématique du rôle joué par le conflit dans l'accélération et l'évolution d'un processus déjà à l'œuvre avant le conflit. Dans la dernière décennie du XIX^e siècle, des « communautés épistémiques » composées de savants spécialistes de la question sociale (sociologues, économistes, juristes, philosophes) contribuèrent ensemble à l'émergence d'un droit du travail protecteur d'une main d'œuvre dominée et souvent victime d'un capitalisme non régulé. La guerre donna à leur démarche rationnelle un tour nouveau. Thomas et ses proches, comme son ami, le haut fonctionnaire Arthur Fontaine, qui exercèrent de très hautes responsabilités durant la guerre (Albert Thomas fut même ministre de l'Armement), furent désormais convaincus que la robustesse de la paix dépendrait de la justice sociale. Ces experts internationaux, auxquels Bruno Cabanes consacre des pages très intéressantes, soulignant notamment l'engagement de ces hauts fonctionnaires issus pour beaucoup des grandes écoles françaises, n'en étaient pas moins portés par une grande idée qui les aimantait : la nécessité de faire du droit social un droit universel. Car sans justice sociale, point de paix durable !

Dans le chapitre qui ouvre son livre, Bruno Cabanes revient sur le rôle des associations d'anciens combattants dans la reconnaissance d'un nouveau droit au bénéfice d'une autre catégorie de victime. La guerre a ravagé les familles de toutes les nations. Lui-même sérieusement blessé durant le conflit, le juriste français René Cassin est l'une des cinq grandes figures retenues par Cabanes. Au sortir de la guerre, il fut l'un des principaux contributeurs au débat visant à définir les droits des anciens combattants, inspiré par les idées de solidarité d'avant-guerre, au cours duquel fut renégocié le lien établi entre l'Etat et ses citoyens.

Même si Cabanes met surtout l'accent sur les associations françaises, les vétérans des autres nations se dotèrent des mêmes outils. Tous réclamaient des droits, en rejetant la charité qu'on voulait parfois leur offrir. Dans le sillage des nouvelles institutions internationales (SDN ou BIT), Cassin ne compta pas sa peine pour que la « démobilisation culturelle » touchât aussi ceux qui s'étaient combattu sur le champ de bataille. Il fallut attendre 1924 pour que les anciens adversaires allemands et français pussent se rencontrer à Genève à l'occasion de la réunion d'une Conférence internationale des Associations de Mutilés et Anciens Combattants (CIAMAC). On y vota à l'unanimité des textes inscrits dans l'esprit de Locarno, impatient qu'on y était d'établir une paix définitive, fidèle à l'action engagée dans les nouvelles institutions internationales. Mais ce qui peut être dit et fait dans le climat apaisé de Genève se heurta vite à l'état d'opinions publiques nationales encore peu prêtes à accepter une telle réconciliation. Les « victimes » de la guerre n'étaient pas encore universelles. De part et d'autre des frontières, vaincus et vainqueurs ne considéraient pas l'adversaire sous un tel jour. La communauté des victimes des guerres n'est pas encore stabilisée, même si, peu à peu, un droit nouveau se mettait en place, comme l'atteste la naissance d'un droit international concernant les blessés de guerre dès 1921.

Les deux chapitres (trois et quatre) centraux de l'ouvrage sont sans doute les plus intéressants. Leur résonance contemporaine ne peut manquer de frapper qui les lit aujourd'hui (je rédige cette recension en pleine crise des réfugiés de l'automne 2015). De 1914 à 1922, des millions de personnes furent déplacées.

Dans les années 1920, on ne compte pas moins de 3 millions de personnes déchues de leur nationalité pour diverses raisons. En 1921, on dut se résoudre à créer un Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR). En 1922, 500000 Russes vinrent s'installer à Berlin, 80000 en France. Face à de tels flux, l'aide aux réfugiés, sujet de compassion autant que d'inquiétude, commença à se professionnaliser.

Bruno Cabanes s'est attaché à une évocation précise et émouvante de Fridtjof Nansen. Passionnante personnalité que ce scientifique, explorateur audacieux du Grand Nord, reconverti dans la diplomatie ! Au début des années 1920, Nansen connaissait déjà la célébrité. Interpellé par le destin misérable des réfugiés, à commencer par les centaines de milliers venus d'une Russie embrassée par une épouvantable guerre civile, Nansen s'engagea dans une action humanitaire reposant davantage sur l'esprit du droit que sur la seule empathie pour les victimes. Ce futur Prix Nobel de la Paix 1922 fut à l'origine d'un « passeport » permettant à ceux qui n'avaient plus de nationalité de pouvoir circuler. Dans les faits, le « passeport Nansen » bénéficia seulement aux Russes, Arméniens et Assyriens. Ce dispositif ne fut d'ailleurs qu'une réponse par défaut à l'afflux de réfugiés pour lesquels Nansen avait d'abord espéré, en vain, parvenir à organiser le retour dans le-pays d'origine.

L'autre ressort de ce nouvel humanitaire fut activé par la famine russe qui connut son acmé en 1921. Herbert Hoover est le principal acteur de cette mobilisation. Homme d'affaires vite frotté de politique, d'abord aux côtés du Président Wilson, Hoover s'était d'abord engagé durant la Grande Guerre dans l'aide aux réfugiés belges au sein de la *Commission for relief in Belgium*. Fort de cette première expérience, blessé dans ses sentiments humanitaires au vu des désastres humains causés par la famine, tout aussi préoccupé, par anticommunisme, par l'endiguement du bolchevisme qu'il interprétait d'abord comme le fruit de la misère, il reconduisit son combat initial en faveur des Belges du côté de la Russie nouvelle.

Bruno Cabanes décrit avec beaucoup de justesse les modalités de cette mobilisation où se mêlent combat politique et solidarité (intérêt et désintéressement), sentiments moraux et professionnalisme. Il souligne en particulier le rôle nouveau de la photographie, en tout premier lieu celles de ces enfants atrocement décharnés, dans les campagnes de levées de fonds.

C'est d'ailleurs sur la place des enfants dans la construction de cette idéologie humanitaire moderne que se clôt le livre. Le dernier chapitre nous conduit dans les milieux protestants de la vieille Angleterre puritaine. Cabanes nous y présente la personnalité d'Eglantyne Jebb à laquelle sont consacrées de belles pages. Dans les grandes crises humanitaires (famine russe ou génocide arménien), les enfants sont les victimes par excellence : plus vulnérables que les adultes, plus innocentes aussi, encore que certains purent devenir des enfants soldats, pris sous l'empire de propagandes guerrières qui ne les épargnèrent pas.[4]

Jebb et une partie de sa famille firent de la cause des enfants le débouché naturel de leurs convictions morales et religieuses. Ils n'en adoptèrent pas moins les procédés modernes de publicité que Cabanes analyse tout au long de son livre : campagne de photographies, mobilisation de la science, lobbying auprès des institutions internationales. En septembre 1924, la SDN adopta enfin une Déclaration des droits de l'enfant. Le combat d'Eglantyne Jebb et de ses proches trouva là son couronnement, quoique la Déclaration demeurât lettre morte en bien des pays. Il n'en restait pas moins que le droit des enfants fut à son tour classé au rang des droits humains à caractère universel.

En portant une attention autre sur la « sortie de guerre », Bruno Cabanes ébauche une lecture inédite de « l'entre-deux-guerres ». A le lire, les grands enjeux de cette période, souvent close sur elle-même, peuvent être mieux compris. En désenclavant la Grande Guerre pour la resituer au regard de ce qui la précède et de ce qui la suit, Cabanes replace le conflit mondial dans la chaîne du temps et contribue à nous en proposer une interprétation nouvelle.

NOTES

[1] Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée : la sortie de guerre des soldats français (1918-1920)* (Paris : Seuil, 2004).

[2] Christophe Prochasson and Anne Rasmussen, *Au nom de la Patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)* (Paris : La Découverte, 1996).

[3] John Horne, « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », *14-18 Aujourd'hui*, (2002) : 49-53.

[4] Stéphane Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants (1914-1918)* (Paris : Armand Colin, 1993).

Christophe Prochasson
Ecole des hautes études en sciences sociales
christophe.prochasson@ehess.fr

Copyright © 2016 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172